

# Forum

## Les experts Minute Rice

La couverture de l'actualité exige « un expert », n'importe lequel, pourvu qu'il ait un titre, un diplôme et l'air de connaître son sujet

MICHEL FORTMANN  
et STÉPHANE ROUSSEL

Les auteurs sont respectivement professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal et professeur au Département de science politique au Collège Glendon de l'Université York.

ILS SONT PARTOUT... Personne ne peut les ignorer depuis le 11 septembre. Les « analystes-experts universels » sont là, incontournables dans le cadre des émissions qui couvrent l'actualité internationale, indispensables durant les bulletins d'information ou les émissions de ligne ouverte, nous les retrouvons au petit déjeuner dans les pages éditoriales de nos journaux ou durant les émissions du matin à la radio. Ce phénomène n'est pas nouveau et nous en sommes témoins lors de chaque grand événement international. Après tout, n'est-il pas normal de nous faire expliquer une actualité fort complexe par ceux qui en savent plus ? Et n'est-ce pas le rôle des universitaires de diffuser l'information et la connaissance ?

Mais, au fait, en savent-ils vraiment plus ? La crise que nous vivons depuis le 11 septembre présente, en effet, des caractéristiques qui minent le terrain de ceux qu'on surnomme les « pundits ». Nous avons affaire à des événements extrêmement diversifiés, qui se déroulent sur l'ensemble de la planète et dans un climat hautement incertain. Idéalement, pour commenter de façon compétente la situation actuelle, il faudrait disposer à la fois d'un expert en terrorisme, d'un spécialiste des affaires militaires, d'un ethnologue, d'un chimiste, d'un linguiste, d'un biologiste, d'un criminaliste, d'un théologien de l'islam et peut-être d'un psychiatre. Pouvons-nous imaginer un individu qui réunirait toutes ces connaissances spécialisées ? Poser la question, c'est y répondre, surtout dans un contexte où les informations détaillées sont rares. Commenter la crise du 11 septembre et ses suites est donc un exercice de haute voltige durant lequel un généraliste (historien ou politologue) évolue constamment sur le fil ténu de ses connaissances, risquant à tout moment de sombrer dans le ridicule. Est-il possible de s'en tirer sans mal ? Peut-être, mais les pièges sont légion.

Les auteurs de ce texte savent de quoi ils parlent, puisqu'ils ont souvent succombé à l'appel de l'« expertmanie », et c'est en grande partie ces expériences personnelles qui dictent les réflexions qui suivent. Il ne s'agit pas ici de condamner l'intervention des experts dans les médias, mais d'en souligner les risques et les excès.

### Une kalachnikov ?

Un des dangers les plus fréquents qui guettent l'expert est d'avoir à s'exprimer sur un sujet qui lui est étranger, particulièrement lorsqu'il s'agit d'un domaine professionnel qui exige des connaissances techniques précises. Les questions militaires, de ce point de vue, sont particulièrement glissantes et on n'ose penser aux sourires goguenards de nos concitoyens en uniforme lorsqu'ils entendent des civils s'exprimer doctement sur des sujets qui ne leur sont pas tout à fait familiers. Combien d'universitaires civils peuvent sérieusement prétendre évaluer l'efficacité des opérations militaires en Afghanistan, alors que la plupart ne sauraient pas distinguer une kalachnikov d'une matriochka ? Un article du *National Post* annonçant que les CF-18 canadiens défendaient « l'espace aérien » canadien avec des bombes et des missiles air-sol Maverick illustre le genre d'énormités que l'on entend parfois. L'espace aérien ? Avec des bombes ? Ce sont des cibles terrestres que l'on attaque de cette façon !

L'une des meilleures est celle d'un analyste qui annonçait, sans rire, au début des combats en Afghanistan, que les vaisseaux canadiens dans l'océan Indien ne couraient pas grand risque, puisque la marine afghane n'était pas très puissante. Les amiraux tali-

bans ont dû être fort insultés ! Cet exemple met en évidence le fait que la culture générale peut également faire défaut à nos commentateurs.

Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler que certains analystes sont surtout experts dans l'art de potasser leurs dossiers en quelques heures ou moins ! Ceux que l'on entend aujourd'hui analyser les combats en Afghanistan sont bien souvent les mêmes qui commentaient la guerre du Golfe en 1991, les bombardements anglo-américains en Irak, l'intervention de l'OTAN au Kosovo et les opérations au Timor oriental, donc des régions et des conflits très différents, dont la compréhension exige généralement une expérience du terrain et des connaissances qu'ils n'ont pas. Comment fait-on ? La formule est simple. Il suffit de survoler l'actualité du jour et de consulter quelques annuaires spécialisés pour espérer donner l'impression que l'on connaît l'Afghanistan comme sa poche. Pour cinq minutes d'antenne, l'illusion — on l'espère — tiendra toujours, d'autant plus que les journalistes n'ont pas intérêt à ternir l'image de leur invité...

Trop cynique nous direz-vous ? Pas vraiment. En fait, il y a deux types d'experts : les vrais (pas trop rares, heureusement), ceux qui, lorsqu'ils parlent du Liberia et de l'Asie centrale, le font en connaissance de cause : ils y ont été et ils ont souvent consacré leur vie à étudier les problèmes qui occupent l'actualité quelques jours par an. Et il y a les autres, ceux que l'on a appelé sous la pression

des événements parce que la couverture de l'actualité exige « un expert », n'importe lequel, pourvu qu'il ait un titre, un diplôme et l'air de connaître son sujet. On serait tenté de dire que si la restauration a ses *fast food*, les médias ont leurs experts *Minute Rice*, prêts en cinq minutes.

Un autre danger réside dans la tentation, toujours présente, de sortir sa boule de cristal. Les journalistes raffolent des scoops, et il est fréquent qu'au terme d'une entrevue on se voie poser la grande question : « Que va-t-il arriver demain ? » C'est tellement flatteur, que beaucoup ne résistent pas à l'envie de jouer les Nostradamus. Les experts de salon ressemblent en effet aux astrologues sur trois points : ils adorent prédire l'avenir, ils ont généralement tort... et ils ont la mémoire courte en ce qui concerne leurs erreurs. L'histoire contemporaine est ainsi jonchée de prévisions qui se sont révélées fausses.

Certains événements cruciaux, par contre, n'ont été prévus par personne. L'exemple le plus frappant est certainement la fin de la guerre froide, qu'aucun politologue n'avait vu venir. L'un des auteurs de ce texte a lui-même été victime de la tentation coupable de prédire l'avenir. En février 1991, à la veille de l'attaque américaine sur le Koweït, il a publié un article intitulé : « L'offensive terrestre contre l'Irak ne sera pas une promenade ». Mal lui en prit : l'opération Desert Sabre a été effectivement « une promenade ».

### Une relation ambiguë

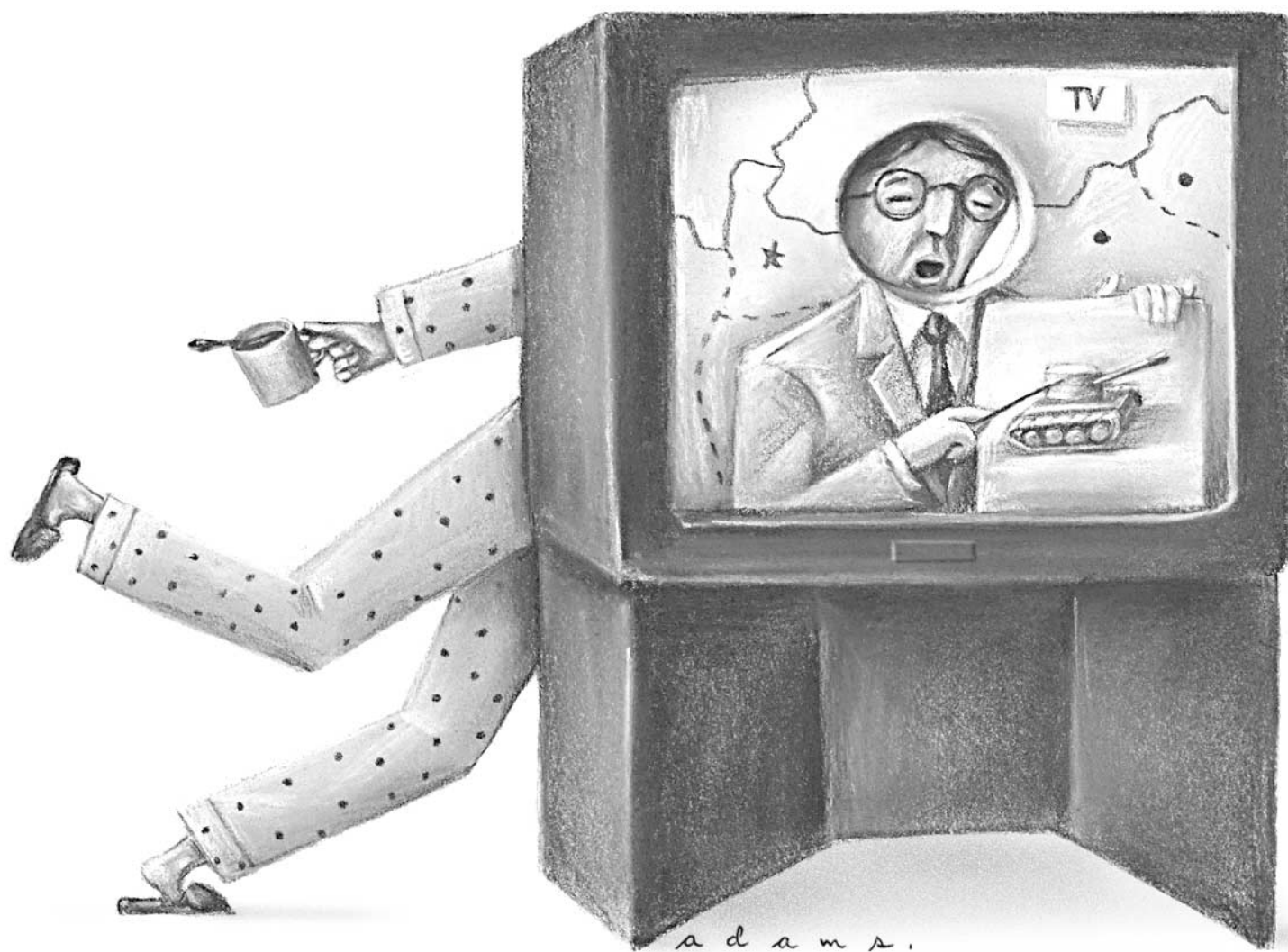
Certains aspects du phénomène prêtent à

Un autre danger réside dans la tentation, toujours présente, de sortir sa boule de cristal.

une réflexion sérieuse touchant à la qualité de l'information qui nous est transmise. Médias et experts entretiennent en effet une relation ambiguë, qui est plus fondée sur une convergence d'intérêts que sur une éthique de l'information : les médias ont besoin d'experts affublés de titres ronflants pour accroître la crédibilité d'une émission ou simplement pour meubler du temps d'antenne (parlez-en aux réalisateurs des chaînes d'information continue). L'expert, de son côté, (surtout lorsqu'il s'agit d'un universitaire), capitalise sur sa visibilité pour des raisons financières et professionnelles. Après tout, il vit souvent de subventions et le fait d'être une « star » des médias constitue un atout sur ce plan.

De plus, passer à la télé ou à la radio contribue, pour des raisons mystérieuses, à asséoir la crédibilité d'une personne, même si la vacuité de ses propos tendrait plutôt à la discréditer. À ce chapitre, on peut se demander si un individu est invité dans les médias parce qu'il est réellement un expert ou s'il est considéré comme un expert parce qu'il est invité dans les médias.

Y a-t-il une façon de remédier à cet état de choses ? Probablement pas, dans un monde où l'emballage est bien souvent plus important que le contenu. Les médias ont certainement leur part de responsabilité, mais une chose nous paraît claire : c'est aux experts eux-mêmes que revient la responsabilité de définir honnêtement leur champ de compétence et de s'y tenir. Le professionnalisme d'un commentateur, dans ce sens, devrait se mesurer non pas au nombre d'entrevues données, mais au nombre de celles qu'il refuse d'accorder ! Si l'on admet que ce qui fait la qualité d'un universitaire, c'est en grande partie son esprit critique, il ne faut pas oublier que cet esprit doit aussi s'appliquer à son propre travail.



## Une idiotie, selon les chasseurs

Grâce à notre nouvelle rubrique R.S.V.P., les lecteurs peuvent acheminer les commentaires qu'ils adressent aux décideurs — ministres, hauts fonctionnaires, patrons, chefs syndicaux — au sujet d'une question qui concerne la société. En leur nom, La Presse exigera une réponse du destinataire.

MARCEL BOUCHARD

L'auteur chasse depuis depuis 50 ans

LORSQUE J'AI LU dans la chronique de Pierre Gingras sur l'avenir de la chasse au cerf de Virginie le week-end dernier, j'ai crû sincèrement que M. Gingras errait en mentionnant le projet d'instituer une chasse dans la zone 7 en utilisant le fusil.

Je me suis informé pour apprendre que cette idiotie existe vraiment. Le fusil n'est pas une arme pour gros gibier, il est imprécis et très dangereux lorsqu'il est utilisé avec des chevrotines ou des balles uniques pour du tir à longue distance. En fait tous les chasseurs qui ont la moindre connaissance sur l'usage et le respect des armes à feu savent d'emblée que le fusil est une arme à très courte portée. La possibilité de blesser fatalement

sans récupérer une bête tirée avec un fusil est énorme. La majorité des fusils de chasse peuvent contenir 5 coups. Imaginez un tireur faisant feu 5 fois sur un cerf en fuite en utilisant des chevrotines. Le résultat est que 40 projectiles incontrôlés menacent tout ce qu'il se trouverait dans cette direction.

Si par malheur le cerf est touché à plus de 60 mètres, il sera de toute façon perdu définitivement. Dans les zones 5, 6 et 8 nord, il a été décidé il y a quelques années de freiner l'augmentation du troupeau de cerfs en permettant l'utilisation des armes à chargement par la bouche. Ces armes exigent autant de précautions que les arcs. Contrairement à la carabine de gros calibre, le chasseur est limité à un seul coup, il doit s'assurer de pouvoir toucher la cible, et pour ce faire va attendre les conditions idéales de distance et de position avant de tirer. L'arme possède toute la précision et la puissance pour



accomplir le travail recherché, très peu de cerfs sont perdus et il n'y a pas de pétarade de coups imprécis. La majorité des chasseurs sont convaincus que cette arme est la réponse lorsqu'un besoin important de contrôle de la population est nécessaire.

De plus, la chasse est une activité dont les retombées économiques sont importantes, et ce à un temps de l'année où les revenus du tourisme sont à leur plus bas. Il est impératif que les gestionnaires de la faune considèrent l'économie parmi les facteurs importants qui doivent motiver leur décision. Les règlements qui régissent la chasse doivent contribuer à éliminer les abus, les pratiques rétrogrades, les gaspillages et la sécurité de tous. La chasse c'est aussi des revenus pour les hôtels, les restaurants, les garagistes, les pourvoyeurs, les guides de chasse et les marchands de sport. Tous ces gens paient des impôts et en font bénéficier toute la communauté. L'utilisation du fusil est contraire à ces objectifs et ne respecte pas l'éthique que tous les chasseurs doivent s'imposer. Si cette décision est maintenue, elle devra être boycottée avec vigueur.

## Une réaction injustifiée

LOUIS AUBRY

L'auteur est vice-président au Développement et à l'aménagement de la faune

DE LONGUE date, le fusil est une arme autorisée pour la chasse au cerf dans la majorité des juridictions de l'Amérique du Nord. Dans certains États densément peuplés, c'est même une des seules armes à feu permises pour la chasse au cerf. C'est une arme qui possède des caractéristiques balistiques plus qu'adéquates pour une pratique éthique de la chasse au cerf. Elle est jugée moins dangereuse que les carabines car elle a une portée beaucoup moindre. C'est donc une arme dont l'utilisation est favorisée dans les milieux habités.

Cependant, comme toutes les autres catégories d'armes, le fusil possède ses limites. Il revient au chasseur, et c'est là une de ses responsabilités premières, de bien connaître ces limites et de les respecter. Ce sujet fait d'ailleurs l'objet d'une formation particulière à l'intérieur du cours sur la sécurité et le maniement des armes à feu que doit réussir le chasseur pour être qualifié à la chasse. Le chasseur doit donc viser une récolte rapide et efficace de l'animal, et ce quelle que soit l'arme utilisée. En ce sens, nous sommes confiants que la très grande majorité des chasseurs sont responsables et respectueux du gibier qu'ils chassent. La chasse au cerf entraîne d'importantes retombées écono-



Un cerf de Virginie

miques pour les régions. Contrairement à d'autres types d'armes plus spécialisées, le fusil est à la portée d'un grand nombre de chasseurs. L'autorisation d'utiliser le fusil vise à faciliter l'accès à la chasse à un plus grand nombre de citoyens, tout en permettant une meilleure mise en valeur de la ressource.